

Les actes humains dans les petits recoins : les permissions permises...

Messages à faire passer :

- Il n'est jamais moralement licite de faire le mal pour obtenir un bien. Mais si l'on n'est pas l'auteur du mal, il est certains cas où il est moralement licite.
- Il est une catégorie d'acte à double-effet bien connue : la légitime défense.
- L'idée de proportionnalité fait son apparition dans nos cours de morale : c'est une notion fondamentale. Autrement dit, « le jeu en vaut-il la chandelle ? » est une question à se poser souvent...

Éléments pour comprendre :

Il n'est jamais moralement licite de faire le mal pour obtenir un bien. Mais si l'on n'est pas l'auteur du mal, il est certains cas où il est moralement licite de ne pas s'y opposer. Nous avons vu le cas de l'acte à double-effet, qui est aussi un : la légitime défense est le cas le plus connu des cas d'actes à double-effet.

Le moindre mal

Quand on ne peut empêcher tout le mal, on choisit délibérément de laisser durer le moindre mal, pour concentrer ses efforts sur le mal qui paraît le plus grave. Mais il ne s'agit pas d'être l'auteur du mal, même bénin.

Exemple : Je suis père de famille ; mon enfant vient de se prendre de ma part une claque qu'il n'a pas volée ; il part en disant « c'est pas juste, c'est toujours pareil de toute façon... ». Je choisis de ne pas relever ses paroles et de ne pas y répondre, en préférant me concentrer sur la leçon du jour : ce pour quoi il a mérité une claque. Car s'il comprend, il acquiert le sens de la justice, et ses propos n'auront plus cours. Tandis que si je m'acharne à le corriger en tout, je risque de le braquer totalement, de l'humilier. Je fais donc le choix prudent de tolérer un mal ! Notons que je ne suis pas l'auteur de ses récriminations : il est libre de se taire et de pleurer en silence...

Le principe de totalité

On peut aussi permettre le sacrifice d'une partie en vue de sauver le tout (« principe de totalité »), si l'on ne peut pas faire autrement. A condition de ne pas commettre un mal intrinsèquement mauvais, bien entendu, ou d'être la cause du mal (faire le mal en vue d'un bien).

Par exemple : Je suis chirurgien ; je dois amputer une jambe pour éviter la gangrène (infection de la chair se propageant dans le sang et pouvant causer la mort). Notons que je n'ampute pas un membre sain : je ne suis pas la cause de l'amputation, j'en suis l'acteur. Je dois être arrivé à la dernière extrémité pour le faire : si j'ai des antibiotiques sous la main, je vais commencer par là... A un moment, je n'aurai peut-être plus le choix ; et que le patient accepte l'opération ou qu'il 'préfère mourir' n'y changera rien : je dois le faire (cas assimilable à la légitime défense : je défends la personne contre elle-même ; à ceci près qu'il n'y a pas agression...).

La légitime défense

La légitime défense : la légitime défense est au sens strict : se défendre contre un injuste agresseur de façon proportionnée à son attaque pour faire cesser l'agression, et ce jusqu'à la mort de

l'agresseur si nécessaire, pour préserver ma vie ou celle d'autrui.

La légitime défense est reconnue légalement dans tous les pays. Elle est donc à la fois légale (si je la prouve, je suis innocent et je ne subis pas de peine) et légitime (devant Dieu, je suis innocent, je n'ai rien à confesser). « Qui défend sa vie n'est pas coupable d'homicide même s'il est contraint de porter à son agresseur un coup mortel. » (CEC §2264)

Tous les mots sont importants. L'agression doit être injuste : si je mérite une claque, je reçois ma claque sans répondre. Ma réponse doit être proportionnée : je ne flingue pas quelqu'un qui a un bâton dans la main (létal / non létal). Cela reste toujours difficile, car dans les situations concrètes, on fait souvent avec les moyens du bord... Disons alors qu'il faut faire au mieux ; mais pour cela, il faut au moins avoir les idées claires, ce qui est l'objet de ce cours... Je dois répondre dans le but de faire cesser l'agression, donc de neutraliser plus que de tuer (car l'agresseur peut se convertir... tant qu'il est vivant). Je peux donc multiplier les réponses si l'attaque injuste se poursuit. Par exemple, un gros costaud veut me voler en usant de la force : je le menace, je le repousse, je le tape de façon dissuasive (un bon vieux coup dans le tibia est très efficace¹), et tant que la personne fait un pas en avant, je lui redonne un coup, même si je suis en situation de force désormais, tant qu'il ne déclare pas forfait, ou ne fait pas demi-tour. Enfin, la légitime défense me concerne ou concerne autrui, surtout s'il y a un lien entre nous (c'est mon ami, c'est quelqu'un que je vois). Si je ne défends pas quelqu'un, il y a « non assistance à personne en danger », qui est un devoir moral.

La légitime défense concerne la vie de la personne en premier lieu ; mais pas extension, elle s'étend à son intégrité : physique (blessures), psychique (ce qu'elle voit), morale (sa réputation), et spirituelle (abjurer sa foi, commettre un péché) ; à ceci près que la proportionnalité exigée ne pourra pas mener jusqu'à la mort de l'agresseur, puisque la menace n'est pas de cet ordre...

Je peux renoncer à mon droit de légitime défense (« un droit est à la fois exigible et renonçable », on le verra), dans la mesure où il ne concerne que moi ; mais je ne peux pas renoncer à aider autrui en ayant recours à la légitime défense (car ce n'est plus un droit, mais un devoir).

De même, je peux renoncer à prendre des calmants si je souffre. Mais je ne peux pas refuser de donner à un calmant à quelqu'un qui souffre.

« Tendre l'autre joue ? »

Que veut dire Jésus quand il dit : « Vous avez appris qu'il a été dit : Œil pour œil, et dent pour dent. Eh bien ! moi, je vous dis de ne pas riposter au méchant ; mais si quelqu'un te gifle sur la joue droite, tends-lui encore l'autre. » (Mt 5, 38.39) ?

A la fois le Seigneur appelle au dépassement de la Loi par la Charité, mais aussi, il propose par là de faire réfléchir l'autre. Quand je dépasse la justice (dont l'autre a quand même l'évidence), j'amène l'autre à se demander pourquoi je le fais. C'est pourquoi, quand on tend l'autre joue, il faut faire en sorte que l'autre comprenne bien qu'on ne le fait pas par faiblesse ? Dans sa passion, Jésus ne répond rien ; et pourtant, charpentier, il était charpenté...

L'imperfection

Suis-je obligé de faire cela ? Bah... ça dépend de ce que l'Esprit-Saint me dit dans mon cœur... mais vu de l'extérieur, on peut dire que la Charité est préconisée mais pas obligatoire. Jésus avait dit au jeune homme riche : « si tu veux être parfait... »

Si j'en reste à la justice, je n'irai pas en enfer ; bon, je n'irai sans doute pas aussi près de Dieu que j'aurais pu le faire, mais je n'irai pas en enfer pour cela. En effet, l'imperfection n'est pas un mal : c'est un moindre bien ! Donc, un bien.

Applications pratiques :

1 Il faudrait que je donne des cours de self-défense en TD !

Je suis chef d'entreprise, mais ce que je fabrique se vend mal ces temps-ci. Pour sauver mon entreprise, je dois faire des économies, ce qui veut dire licencier du personnel. Suis-je moralement face à l'application du principe de totalité ? Même question quand il s'agit de licencier pour augmenter les bénéfices ?

Bah... oui ! La cause du mal, c'est le problème de vente. Bien entendu, il faut commencer par essayer de faire autrement (limiter les gâchis). Mais pas s'il s'agit purement de gagner plus d'argent : alors, c'est immoral, car la cause n'est pas proportionnée.

Jn 11, 47-50.53 : « Les grands prêtres et les pharisiens réunirent donc le Conseil suprême ; ils disaient : « Qu'allons-nous faire ? Cet homme accomplit un grand nombre de signes. Si nous le laissons faire, tout le monde va croire en lui, et les Romains viendront détruire notre Lieu saint et notre nation. » Alors, l'un d'entre eux, Caïphe, qui était grand prêtre cette année-là, leur dit : « Vous n'y comprenez rien ; vous ne voyez pas quel est votre intérêt : il vaut mieux qu'un seul homme meure pour le peuple, et que l'ensemble de la nation ne périsse pas. » À partir de ce jour-là, ils décidèrent de le tuer. » Principe de totalité ?

Non. L'acte posé est un acte intrinsèquement mauvais : la mort de l'innocent.

Je suis chef d'Etat, et je suis chrétien. J'hérite d'un pays où la prostitution est banalisée. Je décide de laisser ce dossier de côté afin de concentrer les efforts de la police sur la question de l'immigration clandestine et de l'esclavage moderne, qui me semble englober la question de la prostitution. Ma réflexion rentre-t-elle dans le cadre de la théorie du moindre mal tolérable ?

Oui.

Je dirige un restaurant ; je sais que mon chef de cuisine me vole un homard de temps en temps ; mais comme sa réputation me rapporte beaucoup de clients, c'est un moindre mal. Pas vrai ?

Non, faux : je ne décide pas de lutter contre un mal plus grand !

Questionnaire de fin de cours :

Qu'appelle-t-on « tolérer un moindre mal » ?

On appelle tolérance d'un moindre le mal le fait de ne pas s'opposer (laisser faire) un mal dont nous ne sommes pas l'auteur, moindre qu'un mal contre lequel nous concentrerons nos efforts. « Chaque chose en son temps... »

Qu'appelle-t-on « principe de totalité » ?

On appelle principe de totalité le fait de permettre la perte d'une partie en vue de sauver l'essentiel d'une chose, faute de pouvoir faire mieux.

Qu'appelle-t-on « légitime défense » ?

On appelle légitime défense la réponse proportionnée à une attaque injuste qui pèse sur ma vie ou sur celle d'autrui, en vue de la faire cesser.

L'imperfection est-elle un péché ?

Non. C'est un petit bien, un manque de générosité, pas un manque de rectitude morale.